



Communiqué de presse 05/02/2015
[MIRABEL Lorraine Nature Environnement](#)

Nucléaire : Pertes colossales d'AREVA, Quid des provisions pour les charges de long terme de l'industrie nucléaire ?

Des provisions pour les charges futures de gestion des déchets nucléaires...

Le projet d'enfouissement des déchets nucléaires CIGÉO(1) serait financé à 78% par EDF, 17% par le CEA* et 5% par AREVA. Les déchets nucléaires concernés restent dangereux pendant des milliers d'années voire plus. Pour ce projet, ces géants du nucléaire français doivent, au regard de la loi, provisionner 6,5 Md€ d'ici 2016 pour un coût total (encore en débat) d'au moins 28 Md€(2) étalés sur 143 ans.

Les vies des générations futures jouées au casino !

La quasi totalité de ces 6,5 Md€ de provisions sont des actions en bourse. En faisant fructifier ces actions à raison d'un rendement minimal supposé de 5 % par an pendant 143 ans, EDF, le CEA et AREVA assurent pouvoir financer tous les travaux de construction, l'exploitation, la fermeture et la surveillance de CIGÉO au moins jusqu'à l'année 2160 ! Le pari d'un rendement aussi élevé sur une période aussi longue est une inquiétante expérimentation économique et financière.

Et ce qui devait arriver AREVA...

La débâcle d'AREVA (pertes records de 4,8 Md€ en 2014) aura des répercussions graves sur ces provisions. Le CEA (établissement public de l'État) est actionnaire majoritaire d'AREVA à plus de 70 %, aux côtés de l'État (21%). De plus, les quelques 2,295 Md€ de titres AREVA fléchés en tant que provision par le CEA(3) sont menacés. Le rapprochement envisagé avec EDF n'améliorera pas le rendement des actifs dédiés aux charges de long terme. Que cette perte soit épongée directement par AREVA ou par le biais d'un rapprochement avec EDF, il faut craindre qu'il ne s'agisse que de la partie émergée de l'iceberg. Avec une dette de plus de 34 Md€, EDF devra également faire face cette année à l'inéluctable augmentation du tarif de l'électricité nucléaire(4) maintenu artificiellement par l'État à un niveau très bas depuis des décennies(5). Mais en ces temps de crise économique et de rigueur budgétaire, l'État n'est pas solvable non plus !

L'État devient le seul garant de la banqueroute de la filière nucléaire

Le financement du projet CIGÉO n'est absolument pas acquis. Plus largement, c'est l'ensemble des provisions pour les charges de long terme (démantèlement, gestion des déchets) qui sont en ce moment en grande insécurité. Qui paiera les pots cassés ? Qu'en sera-t-il de la sûreté nucléaire ? Quid des provisions pour la gestion à long terme des déchets nucléaires et aussi des provisions indispensables au démantèlement(6) des installations vieillissantes ?

**Déchets nucléaires :
surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire.
Ni ici, ni ailleurs !**

Dossier complet de MIRABEL LNE sur le coût de cigeo :
http://pandor.at/p/fichiers/MIRABEL_LNE_cout_cigeo_vf.pdf

Notes :

* *Commissariat à l'Energie Atomique*

(1) Projet d'enfouir 99 % de la radioactivité présente sur le territoire Français à 500 mètres sous terre, à Bure en Lorraine – Champagne – Ardenne. La demande d'autorisation est sensée être déposée en 2015.

(2) Dernière estimation fin 2013 - hors assurance et fiscalité
<https://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Le-cout-de-production-de-l-electricite-nucleaire-actualisation-2014> (page 95 & annexe 16)

(3) <http://www.ccomptes.fr/index.php/Publications/Publications/Les-couts-de-la-filiere-electro-nucleaire> (Tableau page 199)

(4) http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/02/12/le-pdg-d-edf-veut-stabiliser-l-endettement-pour-pouvoir-investir_4574728_3234.html

(5) http://pandor.at/p/fichiers/Yves-Lenoir_cout.pdf

(6) 21% des charges de long terme des démantèlements relèvent d'AREVA
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/1207_10_Rapport_de_la_CNEF-2.pdf
(Tableau 4 - page 10)